

e) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soit le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux;

f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel propre ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas lorsqu'il n'est pas fait usage d'un logo ou d'un nom d'entreprise propre, ou travailler principalement ou habituellement pour un seul et même cocontractant;

h) travailler exclusivement ou principalement avec du matériel ou des moyens de transport mis à disposition, financé ou garanti par le cocontractant;

i) l'absence d'autonomie de l'exécutant des travaux, vis-à-vis du cocontractant, en ce qui concerne son logement;

j) travailler sur les mêmes lieux que les travailleurs du cocontractant, exécuter les mêmes travaux qu'eux et ne pas disposer d'une connaissance professionnelle spécialisée nécessaire à l'exécution des travaux.

**Art. 4.** Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale,  
J. CROMBEZ

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

e) de garantie op betaling van een vaste vergoeding, ongeacht de omvang van de prestaties geleverd door diegene die de werkzaamheden uitvoert;

f) het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen werk eigen personeel aan te werven of zich te laten vervangen;

g) het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen, zoals dit onder meer het geval is wanneer geen gebruik wordt gemaakt van een logo of een eigen bedrijfsnaam, of hoofdzakelijk of gewoonlijk voor één en dezelfde medecontractant werken;

h) uitsluitend of hoofdzakelijk werken met materiaal of vervoermiddelen, ter beschikking gesteld, gefinancierd of gewaarborgd door de medecontractant;

i) het ontbreken van onafhankelijkheid van diegene die de werkzaamheden uitvoert, ten overstaan van de medecontractant wat betreft zijn logies;

j) werken op dezelfde plaatsen als de werknemers van de medecontractant, uitvoeren van dezelfde werkzaamheden als hen en niet beschikken over een gespecialiseerde beroepskennis nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden.

**Art. 4.** De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding van sociale en fiscale fraude,  
J. CROMBEZ

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/203803]

**24 JUIN 2013.** — Arrêté royal modifiant, suite entre autres, à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, les articles 7 et 8, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Considérant que la loi du 17 février 2013 portant assentiment du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/203803]

**24 JUNI 2013.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, onder meer naar aanleiding van de toetreding tot de Europese Unie van de Republiek Kroatië (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikelen 7 en 8, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Overwegende dat de wet van 17 februari 2013 houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de

portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et à l'Acte final, faits à Bruxelles, le 9 décembre 2012, prévoit la possibilité d'une période transitoire en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs;

Vu l'avis du Conseil consultatif pour l'occupation des travailleurs étrangers, donné le 16 avril 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 avril 2013;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 15 mai 2013;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence concernant le développement durable, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 53.420/1, donné le 20 juin 2013, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 38bis, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, inséré par l'arrêté royal du 11 juillet 2002, est abrogé.

**Art. 2.** A l'article 38ter de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, inséré par l'arrêté royal du 12 avril 2004 et modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

b) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 du texte en français, qui devient l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots suivants « les dispenses visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3° ne sont pas non plus applicables » sont remplacés par les mots « les dispenses visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3° ne sont pas applicables »;

c) le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les dispenses visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3° ne sont pas applicables aux ressortissants de la République de Croatie pour autant que ces ressortissants tombent sous l'application du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 9 décembre 2012, approuvé par la loi du 17 février 2013, plus précisément, l'article 18 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Croatie et aux adaptations du traité sur l'Union européenne, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique qui fixe les mesures transitoires énumérées dans la liste figurant à l'Annexe V de cet Acte. »;

d) Dans le texte en français, le paragraphe 3, e) est introduit devant les mots « les personnes occupées par une entreprise ». Le paragraphe 3, e), ainsi modifié, est remplacé par ce qui suit :

“e) les personnes occupées par une entreprise établie dans un Etat membre de l'Espace Economique Européen, autre qu'une entreprise dont l'objet est le travail intérimaire ou toute autre forme régulière de mise à disposition de travailleurs, qui se rend en Belgique pour fournir des services, à condition :

- qu'elles soient légalement occupées dans l'Etat membre où elles séjournent;

- que leur autorisation d'occupation soit au moins valable pour la durée de la prestation à accomplir en Belgique.”

Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (Lidstaten van de Europese Unie) en de Republiek Kroatië betreffende de toetreding van de Republiek Kroatië tot de Europese Unie en tot de Slotakte, gedaan te Brussel op 9 december 2012, voorziet in de mogelijkheid van een overgangperiode voor het vrije verkeer van werknemers;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, gegeven op 16 april 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 april 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2013;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 53.420/1, gegeven op 20 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het artikel 38bis van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 11 juli 2002, wordt opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 38ter van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 april 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 wordt het eerste lid opgeheven;

b) in paragraaf 1, wordt het tweede lid het eerste lid;

c) paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De vrijstellingen bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° en 3° zijn niet van toepassing op de onderdanen van de Republiek Kroatië voor zover deze onderdanen vallen onder de toepassing van het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (Lidstaten van de Europese Unie) en de Republiek Kroatië betreffende de toetreding van de Republiek Kroatië tot de Europese Unie en tot de Slotakte, gedaan te Brussel op 9 december 2012, goedgekeurd bij de wet van 17 februari 2013, meer bepaald het artikel 18 van de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden tot de Europese Unie van de Republiek Kroatië en van de aanpassingen van het verdrag betreffende de Europese Unie, het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie dat de overgangsmaatregelen bepaalt opgesomd in de lijst onder Bijlage V van deze Akte. »;

d) De paragraaf 3, e) wordt vervangen als volgt :

“e) de personen tewerkgesteld door een in een Lidstaat van de Europese Economische Ruimte gevestigde onderneming, andere dan een onderneming die uitzendarbeid of elke andere wettige vorm van terbeschikkingstelling van werknemers tot doel heeft, die zich naar België begeeft voor het verrichten van diensten, op voorwaarde dat :

- zij op wettige wijze tewerkgesteld zijn in de Lidstaat waar zij verblijven;

- hun arbeidsvergunning ten minste geldig is voor de duur van het in België uit te voeren werk.”

**Art. 3.** L'article 38<sup>sexies</sup> du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 24 avril 2006 et modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 2006 et 28 décembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Les articles 38<sup>ter</sup>, 38<sup>quater</sup> et 38<sup>quinquies</sup> cesseront d'être en vigueur, en ce qui concerne les Etats visés à l'article 38<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le 31 décembre 2013 et, en ce qui concerne l'Etat visé à l'article 38<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le 30 juin 2015. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 30 avril 1999, *Moniteur belge* du 21 mai 1999;

Arrêté royal du 9 juin 1999, *Moniteur belge* du 26 juin 1999;

Arrêté royal du 12 avril 2004, *Moniteur belge* du 21 avril 2004;

Arrêté royal du 24 avril 2006, *Moniteur belge* du 28 avril 2006;

Arrêté royal du 19 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006;

Arrêté royal du 18 décembre 2008, *Moniteur belge* du 30 décembre 2008;

Arrêté royal du 28 décembre 2011, *Moniteur belge* du 30 décembre 2011.

**Art. 3.** Artikel 38<sup>sexies</sup> van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 april 2006 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 december 2006 en 28 december 2011, wordt vervangen als volgt :

« De artikelen 38<sup>ter</sup>, 38<sup>quater</sup> en 38<sup>quinquies</sup> zullen buiten werking treden, voor wat betreft de Lidstaten bedoeld in artikel 38<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, op 31 december 2013 en, voor wat betreft de Lidstaat bedoeld in artikel 38<sup>ter</sup>, § 1, tweede lid, op 30 juni 2015. ».

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2013.

**Art. 5.** Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 30 april 1999, *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 1999;

Koninklijk besluit van 9 juni 1999, *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1999;

Koninklijk besluit van 12 april 2004, *Belgisch Staatsblad* van 21 april 2004;

Koninklijk besluit van 24 april 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 april 2008;

Koninklijk besluit van 19 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006;

Koninklijk besluit van 18 december 2008, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2008;

Koninklijk besluit van 28 december 2011, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2011.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2013/203776]

**18 JUIN 2013.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1987 d'exécution de l'article 8 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, l'article 8, modifié par l'arrêté royal n° 511 du 11 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1987 d'exécution de l'article 8 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 août 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2012;

Vu l'avis 52.752/1 du Conseil d'Etat, donné le 15 février 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté royal du 30 mars 1987 d'exécution de l'article 8 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 1995, il est inséré un chapitre III<sup>bis</sup> intitulé comme suit :

« Chapitre III<sup>bis</sup> — Vacances supplémentaires. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2013/203776]

**18 JUNI 2013.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 1987 tot uitvoering van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 511 van 11 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1987 tot uitvoering van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 augustus 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, van 18 oktober 2012;

Gelet op het advies 52.752/1 van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 30 maart 1987 tot uitvoering van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 23 juni 1995 wordt een hoofdstuk III<sup>bis</sup> ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk III<sup>bis</sup> — Aanvullende vakantie. ».